

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
2 au 8 janvier 1997

10,00 F

Ne soyons pas les dindons de la farce!

L'ANNÉE 1996 EST ACHÉVÉE. Socialement, elle se termine sur la grève des routiers, des ouvriers d'Elf Atochem (qui dure depuis novembre). Les routiers ont gagné sur de nombreux points (retraite à 55 ans, réduction de la durée de la carence maladie, frais de déplacement, droit syndical, interdiction de rouler le dimanche). Cette grève nous démontre, s'il en était besoin, que les capacités de mobilisation dans le privé restent fortes. Alors oui, nous pouvons de façon réaliste espérer le déclenchement d'une véritable grève générale, unissant les salariés du public et du privé, seul moyen de stopper les politiques de misère menées par les gouvernements successifs. Mais pour cela il faut franchir des obstacles, et entre autres, celui que constitue les directions syndicales. Car ces dernières nous ont, elles aussi prouvé leur capacité... à enrayer les mouvements sociaux!

La direction de la CFDT continue son œuvre de collaboration avec le gouvernement (après avoir pris la gestion de l'UNEDIC), celles de la CGT et de Force ouvrière bercent leurs troupes d'un double langage qui devient insupportable.

N'a-t-on pas vu Viannet appeler de ses vœux une « grande initiative » en novembre, puis la CGT décréter une « semaine d'action » et appeler à une manifestation pour clôturer cette semaine et



enfin prédire une nouvelle « grande initiative » en décembre? Et pourquoi pas la veille de Noël pendant qu'on y était, pour bien sûr d'aller à l'échec et pouvoir dire: « Vous voyez, ce sont les salariés qui ne suivent pas, mais rassurez-vous, nous sommes combattifs!... » Mais de qui se moquent-ils? Alors que les taux de gré-

vistes le 17 octobre était très bon (pour une grève de 24 heures « fourre-tout »), les directions syndicales n'ont pris aucune initiative réelle pour mobiliser et elles continuent d'inciter à des grèves sectorielles sans lendemain.

Mobiliser, cela veut dire offrir des perspectives claires, des mots d'ordre

précis. Quand on commence à lutter (et à perdre du fric) on veut savoir où l'on va et c'est normal! Le principal problème est là: trouver ce qui peut unir une frange suffisamment importante de salariés pour amorcer un mouvement de masse.

En 1997, nous lutterons pour les mêmes raisons que les années précédentes: le développement d'un pôle révolutionnaire conséquent au sein du mouvement social sur des slogans anti-capitalistes, anti-étatiques et autogestionnaires. Cela ne peut pas faire l'unanimité chez tous les salariés mais des revendications générales sont déjà définissables: la réduction massive du temps de travail, avec augmentation de salaires et refus de la précarité et de la flexibilité des horaires, la défense et l'amélioration de la protection sociale et des retraites (une revendication unitaire

de novembre-décembre 1995 était le retour immédiat à 37,5 annuités de cotisations), l'embauche massive de professeurs et d'instituteurs, l'arrêt immédiat des licenciements, etc.

La question est ensuite de choisir, et tout le monde s'en rend compte, entre la voie « réformiste » (continuer à vouloir améliorer le capitalisme, à le rendre « plus juste » avec « l'aide de l'Etat » et la voie révolutionnaire (en remettant en question des principes fondamentaux de ce système: la logique du marché et son inséparable loi du profit, de la rentabilité à tout crin, le régime du salariat, le pouvoir d'Etat qui joue toujours du côté des classes dominantes...)

Ce débat est ouvert, et c'est au cours des luttes sociales et dans le monde du travail qu'il doit être mené à son terme.

Groupe Kronstadt. - Lyon

EDITORIAL

Trois cents francs; 295 F exactement mais ne mégotons pas à cinq francs près. Trois cents francs, donc, seront versés, chaque mois, en plus, à tous les chômeurs dont l'indemnité Assedic est réduite au minimum. En conséquence, leur allocation, avec cette amélioration, s'élèvera, si on ose dire, de 2805 F à 3100 F!

C'est le résultat le plus spectaculaire obtenu par la récente négociation entre les partenaires sociaux gestionnaires de l'Unedic, à savoir les trois grandes organisations patronales et les cinq confédérations syndicales considérées comme représentatives: seule la CGT n'a pas signé. N'oublions pas, en outre, de signaler que les paliers de dégressivité de 17 %, instaurés le 18 juillet 1992 avec l'allocation unique dégressive (AUD), interviendront, à dater du 1^{er} janvier prochain, tous les six mois en remplacement des quatre mois d'aujourd'hui.

«Nous avons obtenu beaucoup de ce que nous voulions», a déclaré Mme le président de l'Unedic, Nicole Notat, par ailleurs secrétaire générale de la CFDT, celle-là même qui mit en place l'AUD. Quant à Claude Jenet, de Force ouvrière, il a porté une «appréciation positive sur cette négociation» et a conclu que les trois objectifs poursuivis par son organisation avaient été quasiment atteints. Le patronat n'est pas en reste de congratulations: l'accord est, selon le porte-parole du CNPF, équilibré parce qu'il comporte une amélioration du «sort des plus défavorisés». D'autant que lesdits partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance chômage sont tombés d'accord pour réduire les prélèvements effectués sur les entreprises et les salaires.

Ainsi se conclut l'opération initiée par Notat en 1992: l'allocation dégressive a permis de dégager des excédents et l'existence de ses sommes non versées aux chômeurs a servi de prétexte au patronat pour revendiquer une baisse de ses versements. Qu'importe pour ces gens-là que le chômage augmente en même temps que la pauvreté et la détresse.

IV^e congrès de SUD-PTT

La rénovation du syndicalisme en suspens

C'EST PLUS DE 300 délégués venus des PTT de toute la France qui ont pris part à ce IV^e congrès de SUD-PTT, huit ans après sa création. Ce fut, malgré les pluies de Forges-les-Eaux, un certain soleil

ISSN 0026-9433 - N° 1065

M 2137 - 1065 - 10,00 F



qu'apportèrent les congressistes de SUD. D'abord par le fort renouvellement des participants en comparaison des précédents congrès, ensuite par la multiplicité des intervenants extérieurs, d'abord les sans-papiers, ensuite les diverses délégations syndicales invitées qui répondirent à l'invitation, tant des nouveaux SUD que des autres syndicats (CRC bientôt SUD-CRC, CGT, FSU, CFDT « en lutte », Groupe des Dix, etc.). La CNT déclina l'invitation.

Ce congrès dura cinq jours, du 2 au 6 décembre. Les thèmes centraux furent le rapport d'activité (comment a-t-on continué d'exister après l'échec de la lutte contre la privatisation de France Télécom?), le fonctionnement (le renouvellement des mandats), la construction interprofessionnelle (quelle action anticapitaliste?), l'analyse de la situation politique et économique (comment interpréter le retour de la lutte des classes suites aux mobilisations sociales d'après ●●● page 6

FP2520

Les nouvelles formes de la production

QU'ON ME PERMETTE avant tout de saluer la diatribe de Luc Bonnet (*Le Monde libertaire* n° 1064, 19 décembre 1996) ; car on ne voit pas trop bien ce qu'est cette idéologie du travail tant décriée. Je déplore tout de même un point faible dans l'argumentation : la passage où citant Proudhon, il parle de « l'activité sans laquelle l'être humain est face à un néant ». Cette phrase semble douer le travail de vertus positives alors que ce n'est rien qu'un gagne-pain nécessaire pour survivre ; la critique de Lafargue, ou mieux, celle de Rampion (1) est-elle vraiment K.O. ? C'est pourtant d'autre chose que je voudrais parler : le changement profond, pas encore achevé mais nettement amorcé, du système de production, ici capitaliste.

Le système capitaliste a mué. La production se fait encore dans les usines, c'est vrai, mais c'est de moins en moins vrai. Pourquoi ? Parce que les tâches sont automatisées. Celui qui produit réellement, ce n'est plus le robot (qui supplante l'ouvrier), mais la personne qui programme le robot.

Et encore je ne parle que des robots, car c'est un exemple assez concret ; mais la production abstraite ne se limite pas à la seule automatisation des tâches ; elle peut

revêtir des formes plus « floues », moins visibles, et qui parlent moins au public, mais qui n'en sont pas moins réelles ; mais pour bien les comprendre (et donc aussi pouvoir s'en défendre), le public doit investir ces domaines abstraits et se les approprier ; je ne peux donc pas en dire plus sur ce sujet, sous peine de parler un incompréhensible charabia.

On voit donc, en gros, que l'appareil de production est de plus en plus mis en œuvre par des gens qui ont une certaine maîtrise d'outils très élaborés d'un point de vue mathématique, informatique ou « abstrait ». Celui qui ne sait pas utiliser ces outils pour innover (innover dans les limites du système, quand même !) n'a plus qu'à se satisfaire d'une place subalterne, si on ne le considère pas carrément comme productivement superflu, inutile, donc à exclure.

De la production à la prédiction

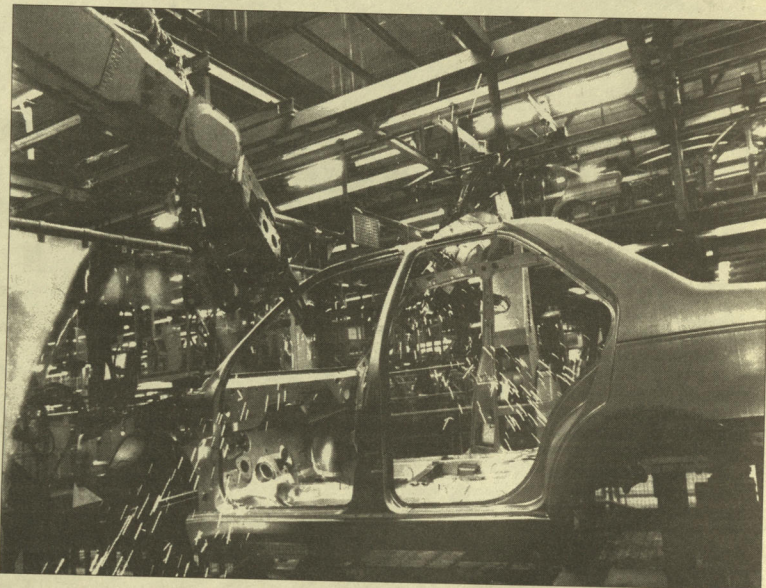
Il faudrait inventer un terme pour désigner ce nouveau mode de production, qui ne cherche plus à produire tant d'objets à la chaîne, mais à produire le moyen de les produire, et peut-être aussi le moyen de les personnaliser (2), un peu comme ces publicités « personnalisées »

dont sont inondées nos boîtes aux lettres. Je propose d'appeler cela la prédiction. Nous serions donc dans une phase de transition de la production vers la prédiction.

même, on se fait de douces illusions...

Un autre problème est la poubellisation des exclus, devrais-je dire des ex-prolétaires ?

chaque lutte se fait à son époque, et que même nos revendications actuelles sont marquées d'un parti pris technique (industriel en fait). Il n'y a donc rien de suicidaire ni de



On aura remarqué que la prédiction se place à un niveau plus abstrait que la simple production. Niveau plus abstrait, et donc, qui porte plus à conséquences. Ce n'est pas forcément gênant : l'humanité a-t-elle fait autre chose, depuis la nuit des temps, que d'aller vers toujours plus d'abstraction ? Passage de la chasse à l'agriculture : abstraction. Passage de l'artisanat à l'industrie : encore abstraction. Passage de la production à la prédiction : toujours abstraction. L'abstraction n'est pas mauvaise en soi, ce serait plutôt une question d'adaptation ; mais les progrès sont à présent si rapides que la génération suivante regarde la précédente comme technologiquement illettrée...

Plus gênante est la relative impuissance du travailleur dans l'outil productif, que prétend résoudre le capitalisme en phase prédictive (3). Pour donner une image, l'homme de Cro-Magnon avait une vision très confuse de l'univers mais il maîtrisait parfaitement la technologie du silex, et la comprenait à fond. Un ouvrier d'aujourd'hui n'a même pas la culture du roulement à billes. Les connaissances sont éclatées, chacun n'en possède que des bribes, et par cela seul, il est esclave.

C'est en fait un problème de culture. Le monde rural a longtemps possédé une culture riche et complète, qui coïncidait avec son antique mode de production. Mais la mécanisation a brisé ce cadre significatif.

On pourrait penser que celui qui préduit est mieux à même de se recomposer une culture globale, parce que la culture de réseau est plus synthétique. Nous ne pouvons plus revenir aux cultures du passé, mais nous pouvons toujours en inventer de nouvelles. Cependant, si l'on compte sur l'économie capitaliste pour apporter tout cela d'elle-

Quant la révolution industrielle a créé l'usine, le travail à la chaîne, etc., la classe des prolétaires qu'elle a constitué du même coup était suffisamment nombreuse pour que les aspirations des plus démunis coïncident avec celles de la classe ouvrière : ceux qui produisaient étaient les mêmes que ceux qu'on exploitait.

Aujourd'hui, cela aussi a tendance à changer : ceux qui sont le rebut de la société sont carrément exclus, ils ne participent même plus à la production. Au contraire, ceux qui produisent réellement fabriquent des outils abstraits de plus en plus intangibles, mais dont on ne pourrait plus se passer pour produire à cette échelle : des robots, des programmes, des réseaux...

Or en même temps, toute une partie du discours anarchiste ou d'extrême gauche passe par la réappropriation de l'appareil de production, par les travailleurs eux-mêmes. Ce discours est en phase avec son époque aussi longtemps que l'appareil de production est accaparé par les capitalistes... mais également aussi longtemps qu'il existe ! Car, à passer d'un régime de production à un régime de prédiction, il n'y aura bientôt plus d'usines ni de bureaux à occuper, ceux-ci seront devenus des no man's land. Par contre, l'exploitation et le salariat, eux, continueront de subsister, quoique sous d'autres formes. J'ai l'air de jouer les futurologues, mais le fait est que cette évolution a déjà commencé.

Si la production se voit supplantée par la prédiction, sans que disparaisse pour autant l'exploitation de l'homme par l'homme, alors nous devons aussi nous emparer de l'appareil de telle sorte que plus personne ne verra l'intérêt d'être ouvrier, tout comme, au néolithique, l'agriculture a supplanté la cueillette. Est-ce grave ? Non, car

démobilisant à se placer aussi sur le front des nouvelles technologies, pourvu, bien entendu, que cette lutte ne soit pas isolée des autres. Et en fait, si les prolétaires s'emparaient des connaissances nécessaires pour produire, ils se donneraient des moyens efficaces pour changer la société.

Formulée ainsi, ma critique pourrait passer pour un manifeste pro-informaticien, pro-intellectuel, pro-abstrait, etc. Ce serait une nouvelle resucée du mépris marxiste pour tout ce qui n'est pas « dans le sens de l'Histoire » : périssent les paysans et les ouvriers, voici venu le temps du travail abstrait ! Mais ce n'est évidemment pas ce que j'ai voulu dire. Au contraire, il s'agit de promouvoir un homme total, donc libre. Cet homme ne devra pas seulement être un travailleur, un producteur ; il devra aussi imaginer et produire, à moins qu'il ne veuille pas être autonome.

Escape

(esc@e-bar.fdn.fr)

(1) voir le chapitre XXIII de Contrepoint, d'Aldous Huxley. C'est salé.

(2) Et en même temps qu'on personnalise les objets, on objectalise les personnes...

(3) Voir à ce sujet tous les discours optimistes sur le télétravail qui va libérer l'homme, etc. Que les réseaux puissent être utiles c'est sûr, mais le capitalisme trouvera sûrement un moyen pour transformer cette libération potentielle en nouvelle contrainte de productivité.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44.145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amélot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM Prénom
N° Rue
Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM Prénom
N° Rue
Code postal Localité

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etablis. Codes Guichet N° de compte CIB

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Du post-stalinisme à la néo-social-démocratie XXIX^e Congrès du PCF, à la Grande Arche de la Défense

BEAUCOUP D'OBSERVEURS ont remarqué que la salle de la Grande Arche de la Défense où se déroulait le XXIX^e Congrès du PCF était disposée, volontairement, comme celle de l'Assemblée constituante de 1789. Voilà donc le message que la direction du « parti » entend faire passer auprès de l'opinion publique : le PCF est bien français et sa tradition, de gauche et révolutionnaire, prendrait sa source dans la Grande Révolution française.

Cette mise en scène, comme le lieu où se tintrent les assises, loin de l'île des Vannes et des banlieues populaires, confirme l'embaras persistant qui préside, depuis le milieu des années 80, aux activités militantes du PCF. Chercher une référence dans le gigantesque bouleversement qui mit à bas la monarchie en France permet de ne pas répondre à la vraie question : Quelle peut être aujourd'hui l'identité d'une organisation politique créée à la ressemblance du parti communiste de l'Union soviétique, lorsque cette dernière paraissait triomphante, et dont la forme militante et l'orientation ont suivi tous les aléas de la politique de Lénine, de Staline, de Khroutchev, de Brejnev, de Gorbatchev enfin, jusqu'au désastre final... ?

Les dirigeants du PCF, durant ce congrès, ont multiplié les gestes, orchestré le spectacle de leur évolution vers la respectabilité démocratique. Lors d'une réception associant les verts, les radicaux, les socialistes, le mouvement des citoyens, des trotskistes, les photographes du parti ont réuni sur un même cliché Chevènement, Hue et Krivine, comme anticipation du portrait de famille de la gauche du futur gouvernement de gauche.

Une place dans un gouvernement de gauche

A défaut d'une identité, la direction du PCF affirma, au cours de ce congrès, une orientation : participer, coûte que coûte, au futur gouvernement si, par aventure, les élections législatives donnaient une majorité à la coalition de gauche en préparation. Cette nouvelle « culture de gouvernement », comme disent si joliment les socialistes, implique que, sur des questions déli-

catés, l'appréciation du traité de Maastricht et le développement de l'Europe libérale en particulier, les critiques du PCF deviennent de pure forme. Et c'est bien le mandat que Hue a obtenu de son congrès.

Il s'agit là d'une longue histoire, ni drôle ni nouvelle, et sans aucune moralité, que répètent à qui mieux mieux tous les partis politiques dits « ouvriers », « socialistes » ou « communistes ». A l'origine, la participation aux élections fut présentée comme une tactique d'agitation, permettant de dénoncer le capitalisme et la droite. Puis, quand quelques députés eurent réussi à se faire élire, il fut affirmé aux militants et aux électeurs que leur présence pouvait favoriser l'adoption des « bonnes lois » et aider à repousser les mauvaises, bref de « peser à gauche ». Enfin, un beau jour, apparut possible la participation d'un ou plusieurs dirigeants à un gouvernement, orienté à gauche bien sûr. C'est-à-dire, fut-il de nouveau expliqué aux adhérents et aux sympathisants, se présentait la chance historique de pouvoir peser encore plus fort et, grâce à la grève et à la rue, de déborder !

Les premiers dirigeants socialistes qui s'engagèrent sur cette route dans les

années 1900 furent condamnés par leurs partis : occuper le pouvoir d'Etat ne pouvait qu'être le prélude à la transformation sociale, affirmaient ces derniers à ce moment-là. Et un ou deux ministres socialistes ne signifiaient rien puisqu'ils étaient minoritaires. Pourtant, la participation des socialistes à des gouvernements de centre gauche ne devait plus cesser – sans aucun changement social...

Juin 1936 illustra de la manière la plus éclatante la faillite de ce qui avait été présenté comme une stratégie parlementaire de transformation sociale. Bien que le gouvernement fût sous direction socialiste et que la première grande grève générale avec occupations paralysât le pays tout entier, Léon Blum, secrétaire du parti socialiste et président du Conseil des ministres, avec l'appui de Maurice Thorez, son homologue au PCF, refusa de pousser le mouvement vers l'avant et demeura dans la « légalité républicaine ». Jamais sans doute, en France, les conditions n'avaient été aussi favorables pour avancer vers un changement social réel. En cette circonstance, les socialistes montrèrent leur nature véritable. Peu à peu digérés par le régime parlementaire, leurs dirigeants

n'étaient plus « socialistes » que de nom ; le programme qu'ils appliquaient se confondait avec celui des républicains, respectait et protégeait l'appropriation privée de l'appareil de production et de répartition.

Les avertissements et les analyses prémonitoires des premiers libertaires se verraient ainsi confirmés tout au long du siècle. La voie parlementaire, réformiste, vers la transformation sociale est sans issue. En outre, cette illusion du parlementarisme et du parti politique affaiblit le mouvement social parce qu'elle lui suggère, à tort, qu'il existerait d'autres moyens de résistance, défensive ou offensive, que ceux qu'il peut lui-même mettre en œuvre...

Une culture politique de l'échec

Toutes les apparences, tous les gestes et les discours du secrétaire national du PCF – le secrétaire n'est plus « général », mais « national » – laissent à penser que, maintenant, le PCF s'engage dans cette voie.

Les quelques réticences qui se sont exprimées, celles de responsables anciens – comme Maxime Gremetz, celui-là même qui, quelques jours après le coup d'Etat en Pologne de 1981 interdisant Solidarnosc, organisa, en bon stalinien, des manifestations devant l'ambassade de... Turquie – ou de la fédération du Nord, qui protestent contre la pente réformiste sur laquelle le parti glisse de plus en plus, ne représentent qu'une minorité de retardement.

Quant aux critiques venant de l'autre extrémité de l'arc-en-ciel politique, celles qui estiment que les choses ne changent pas assez vite, elles sont formulées par des personnes sur le départ. Tel Philippe Herzog qui a annoncé qu'il quittait le parti parce que, en son sein, la « continuité l'emporte sur la mutation ».

L'élément important de ce XXIX^e Congrès serait peut-être, pourtant, pour la majorité des militants, et des permanents, l'acceptation de cette idée de changement.

Durant les années de la guerre froide puis de la « coexistence pacifique », le PCF acquit une des caractéristiques principales qui orienteront sa politique et son comportement jusqu'à aujourd'hui.

Parce qu'il ne pouvait mener une politique révolutionnaire – la direction du « mouvement communiste international », le PCUS, ne voulait aucune subversion ni modification du rapport des forces en Europe – ni développer une orientation ouvertement réformiste, rôle joué en ce temps-là par Force ouvrière, parce qu'il entendait préserver son image « de classe », le PCF et les militants qu'il forma pendant toutes ces années accomplirent le tour de force permanent de rendre inopérantes les forces sociales qu'ils appelaient sans cesse à la lutte, à l'offensive contre le patronat, pour le socialisme, etc. Ne pas perdre leur crédit d'organisations révolutionnaires imposait au parti et aux satellites que ses militants contrôlaient une activité qui devait apparaître contestataire ; dans le même temps, contradictoirement, la « ligne générale » du « socialisme réellement existant » exigeait que la somme de ces actions n'aboutisse jamais à l'amorce d'un chan-

gement social réel en France. Telle une tenaille, cette double contrainte de sens opposé enserrait toute l'activité effective du PCF ; elle le dota d'un fonctionnement contradictoire, mêlant l'agitation des parties à l'immobilité de l'ensemble, qu'on ne peut s'empêcher de comparer à la si fameuse marche d'Aïda, lorsque toute la troupe, levant les genoux avec entrain en un simulacre de pas cadencé, chante à pleine voix : Marchons, marchons ! alors que pas un seul n'avance d'un pouce. Et toute cette agitation immobile se conclut, lorsque les enjeux devenaient importants, par des échecs renouvelés.

Les exemples, tant sociaux que politiques, ne manquent pas.

Dans les entreprises, les militants communistes n'appelaient-ils pas à la lutte lorsque rien ne se passait et à la négociation puis au relais « politique » quand les grèves se généralisaient ? Ne concevant que des solutions électorales, ils croyaient devoir, bien sûr, tirer tout mouvement social vers les élections, afin d'accroître les suffrages en faveur du parti – alors même que personne, à la direction tant internationale que nationale du mouvement communiste, ne voulait que l'influence du PCF devint telle qu'elle dérangât le statu quo politico-militaire du Vieux Continent.

La vie politique de la France des quarante dernières années fut donc ponctuée d'événements, considérés en leur temps comme des trahisons, des incongruités sectaires ou suicidaires, qui correspondaient à l'intérêt bien compris du « mouvement communiste international », à savoir la nouvelle classe au pouvoir en URSS – la préférence de Brejnev pour Giscard en 1974 ; la renégociation du programme commun ; le « vote révolutionnaire » pour Chirac en 1981...

Néo-social-démocratie

Ce ni-ni qui régissait la politique du PCF – ni réformiste ni révolutionnaire – est-il en train de s'estomper, comme semble l'indiquer l'orientation impulsée par Hue ? Le PCF avec les organisations dont les directions lui sont proches, la CGT, la FSU, le Secours populaire... possède encore des appuis de quelque importance dans le salariat et la population ; toutes ces formations accroissent de nouveau leur influence. L'ensemble de ces forces pourrait représenter les relais indispensables pour instaurer, à moyen terme, une politique proche des social-démocrates du nord de l'Europe.

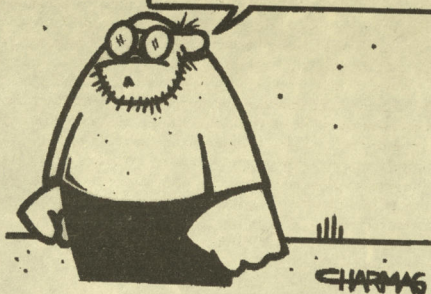
Un tel objectif imposerait sans doute beaucoup de révisions – par exemple secouer la routine bureaucratique des permanents qui se sont accoutumés au paradoxal confort des échecs successifs, ou acquérir l'apparence d'une démocratie moins compacte. Faut-il comprendre la démission de Viannet, secrétaire de la CGT, du bureau national du PCF comme un signe allant vers une social-démocratisation à la française ? Ou bien le parti organise-t-il des changements dans le seul but que tout reste pareil ? Enfin, est-il possible aujourd'hui de mettre en œuvre une politique social-démocrate ?

Nous essaierons d'examiner ces diverses questions dans un prochain article.

J. Toublet

LE PCF RAJEUNIT

ON VA REMPLACER
LA FÊTE DE L'HUMA
PAR UNE RAVE PARTY



En bref

■ Création d'un comité de soutien à Mumia Abu Jamal, s'adresser à l'Antre anar, 5, rue J. D'Arc, 34000 Montpellier.

■ Café libertaire tous les jeudis à partir de 20 h 30, à l'Antre anar, 5, rue J. D'Arc, 34000 Montpellier (fermeture exceptionnelle le 02-01).

■ Réunion du comité de soutien aux paupres en lutte du Chiapas « Viva Zapata » tous les mercredis à l'Antre anar.

■ Un groupe anarchospérantiste vient de se créer à Toulouse : Liberecana Esperanto grupo. c/o Canal sud. 40, rue Alfred Duméril. 31400 Toulouse.

■ On a faim ! : le numéro 0 d'une nouvelle série vient de paraître Au sommaire : interview de : Kolargols, Ruda Salska, Porto bello Bones... Les caps de rétention... des chroniques, des news... On a faim ! B.P. 47, 76802 Saint-Etienne du Rouvray cedex 10 F port compris.

■ Le groupe René Lochu vend le Monde libertaire tous les samedis de 10 heures à midi sur le marché, place des lices à Vannes. Groupe Lochu, 6, rue de la Tannerie 56000 Vannes.

■ Le groupe Jean-René Caussimon de la FA change d'adresse : c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

John Clark analysant

ou comment prendre ses

Il faudrait plus d'un article pour relever toutes les erreurs, les mésinterprétations et les dérives politico-scientifiques commises par John Clark à propos d'Elisée Reclus dans un livre qui vient d'être édité en français (1). Certes, le style de Clark est plaisant, le propos bien agencé et son travail considérable. Mais là n'est pas le problème.

En effet, John Clark, qui nous avait déjà habitude à une grande confusion, dépasse les bornes en tentant par tous les moyens – les plus honnêtes comme les plus malhonnêtes – de récupérer la pensée de Reclus dans un objectif quasi unique : conforter ses présupposés d'« écologie sociale ». Cette démarche, qui n'est d'ailleurs jamais affichée clairement ou qui est masquée derrière le prétexte d'analyser la pensée d'un auteur ancien à la lumière d'aujourd'hui, ternit l'ensemble de l'ouvrage et discrédite plusieurs réflexions intéressantes.

Il semble que John Clark n'ait pas compris la démarche scientifique d'Elisée Reclus, le contexte disciplinaire dans lequel celui-ci évoluait et la grille d'analyse qu'il proposait... Et pour cause, car l'analyse reclusienne va fondamentalement à l'encontre des principes de l'écologisme, que celui-ci se pare des vocables d'« écologie sociale » ou d'« écologie profonde » (2).

Reclus géographe anarchiste mais pas écologiste

Pour Reclus, l'action de l'homme sur la nature n'est pas néfaste en soi. Sa logique n'est pas seulement morale mais aussi sociale. « Elle peut embellir la Terre, mais elle peut aussi l'enlaidir; suivant l'état social et les mœurs de chaque peuple, elle contribue tantôt à dégrader la nature, tantôt à la transfigurer » (3). Ainsi, il ne conteste pas la nécessité de l'aménagement navigable de la Loire, par exemple, mais la façon dont celui-ci est réalisé par l'Etat (4). Aménageur conscient de l'environnement, connaisseur des civilisations passées qui ont été anéanties pour avoir malmené leur milieu, Reclus alerte à maintes reprises sur le danger que représentent les diverses destructions de la nature pour l'humanité et pas seulement pour la nature elle-même, ce qui l'éloigne d'une position « biocentrique ».

Reclus ne partage pas le libre arbitre de Jean-Jacques Rousseau et sa vision idyllique de la nature, contrairement à ce qu'affirme John Clark. Pour lui, « il n'existe point de «bonnes terres» jadis : toutes ont été créées par l'homme, dont la puissance créatrice, loin d'avoir diminué, s'est au contraire accrue dans d'énormes proportions » (5). Voilà pour les adorateurs de la «planète Gaïa» prétendument généreuse, fertile et intouchable... Par ailleurs, de la même façon que Bakounine clamait que «nulle rébellion contre la nature n'est possible», il constatait : «L'homme, cet «être raisonnable» qui aime tant à vanter son libre arbitre, ne peut néanmoins se rendre indépendant des climats et des conditions physiques de la contrée qu'il habite. Notre liberté, dans nos rapports avec la Terre, consiste à en reconnaître les lois pour y conformer notre existence » (6). Voilà bien la facette environnementaliste du projet libertaire de Reclus. Car cette conformité à la nature n'est ni passive, ni oppressive, ni subie. Reclus ajoute quelques lignes plus loin que, «après avoir été longtemps pour le globe de simples produits à peine conscients, nous devenons des agents de plus en plus actifs dans son histoire».

Reclus précise enfin que «c'est dans la personne humaine, élément primaire de la société, qu'il faut chercher le choc impulsif du milieu, destiné à traduire en actions volontaires pour répandre les idées et participer aux œuvres qui modifieront l'allure des nations». Cette phrase résume bien, elle encore, la position de Reclus que l'on peut anachroniquement qualifier d'«anthropocentrique», et qui le distingue des écologistes contemporains.

John Clark est réduit à en convenir, non sans embarras (p. 33) : «Reclus semble plutôt «anthropocentrique», particulièrement lorsqu'il met l'accent sur les «conquêtes» nécessaires au progrès humain». Ce qui ne l'empêche pas, quelques lignes plus loin, et contre la vérité, d'affirmer que Reclus est passé «d'un point de vue centré sur les humains à une perspective centrée sur la Terre». A l'appui de son propos, il ne s'en réfère pas à quelques morceaux choisis de Reclus – il aurait d'ailleurs du mal puisque la préface et la conclusion de «L'Homme et la Terre» vont dans le sens contraire! – mais à un certain Edward Rothen qui suggère que Reclus «trouvait

stupidement de dénier une âme aux animaux, aux plantes [...]». Comme si «l'âme» avait un sens pour Reclus, athée et agnostique!

Par ailleurs, Clark oublie que Reclus lui-même n'a pas toujours employé le mot de «conquête», et qu'il le critique : «Les adaptations diverses des peuples, toujours compliquées de luttes et de combats, ne doivent pourtant pas être considérées comme le résultat d'une guerre contre la nature ou contre d'autres hommes. Presque toujours en parfaite ignorance du vrai sens de la vie, nous parlons volontiers du progrès comme étant dû à la conquête violente. [...] En langage ordinaire, on emploie les mots de «lutte», de «victoire» et de «triomphe» comme s'il était possible d'utiliser une autre voie que celle de la nature pour arriver à modifier les formes extérieures : il faut savoir s'accommoder à ses phénomènes, s'allier intimement à ses énergies » (7).

Pour Reclus, l'occupation du milieu n'est donc pas fonction du nombre des hommes mais de la qualité de leur aménagement. De concert avec Kropotkine qui partageait la même idée pour les mêmes raisons, il est donc hostile à toute position strictement malthusienne, sachant, de surcroît, que le malthusianisme est un faux prétexte avancé par la classe dirigeante pour éviter de partager également les richesses. Le problème ne vient pas d'une erreur des techniques ou de la science mais d'une mauvaise utilisation de celles-ci, par le capi-

talisme, et d'un gaspillage, d'où n'est d'ailleurs pas exclue une perte du sens moral et civique.

Cette position de Reclus sur la démographie heurte évidemment de plein fouet les écologistes de tout bord qui préfèrent s'en prendre aux conséquences plutôt qu'aux causes. John Clark avoue finalement son incompréhension, en regrettant (p. 45) que Reclus ne fût pas «assez perspicace pour anticiper sur le véritable fléau actuel (sic), à mesure [...] qu'une population humaine en forte croissance approche maintenant ces six milliards qu'il considérerait comme la limite plausible, même à son époque optimiste». Il oublie aussi que Reclus donnait des chiffres encore plus élevés (16 milliards d'hommes pour la seule bande équatoriale!) et que son propre référent, Murray Bookchin, a quand même, dans un élan de lucidité, attiré l'attention sur les ambiguïtés du malthusianisme dans un texte – est-ce un hasard? – qui est malheureusement peu diffusé par les bookchinistes (8).

Elisée Reclus est pour le progrès, dans le sens que lui donne la philosophie des Lumières. Pour autant, il ne le fétichise pas, rappelant que tout progrès n'est pas nécessairement positif. En outre, sa conception de l'évolution n'est pas linéaire puisqu'elle est composée de progrès et de régressions. Reclus est également pour la science. Certes, il surestime les capacités de la science à tracer ipso facto le chemin de l'émancipation pour l'humanité, mais il souligne aussi ses apports positifs de même qu'il évoque aussi le danger des prétendus savants (9). C'est une position que John Clark, imprégné du discours anti-scientiste de la deep ecology anglo-saxonne, a manifestement du mal à comprendre.

Les déboires d'une récupération avortée

Comment faire alors pour récupérer les idées de quelqu'un que l'on voudrait bien voir proches mais qui sont manifestement opposées? Outre les approximations, dont on a vu quelques exemples, le plus simple est d'affubler rétrospectivement à l'auteur un vocabulaire contemporain que celui-ci ne connaissait bien évidemment pas mais qui, ayant des implications et des connotations précises, permet de tirer insidieusement les choses à soi.

Premier terme de ce vocabulaire récupérateur : l'écologie. John Clark sait, bien sûr, que Reclus n'utilisait pas le mot. Il tente néanmoins de dire que si le mot n'était pas employé, la chose existait déjà. Manœuvre a priori bien inoffensive, voire bien naïve, si John Clark n'omettait de nous signaler que Reclus connaissait Ernst Haeckel, le créateur du vocabulaire «écologie», et... qu'il combattait ses idées. Ce n'est donc pas un hasard si Reclus n'utilisa jamais le terme d'écologie. Évoquant parfois le naturalisme, en le critiquant, ou la mésologie, il préférerait parler de géographie sociale, plaçant la société humaine et l'environnement naturel dans un champ d'interrelations réciproques, sans déifier l'homme ou la nature, sans leur attribuer un sens linéaire de l'histoire.

Autres éléments du vocabulaire récupérateur, des mots comme holisme, biocentrisme, ou biorégionalisme que Clark utilise à propos de Reclus.

Le holisme, qui est un terme récent d'origine anglo-saxonne, est une conception globale des faits ainsi qu'un refus d'explication unilatérale



Élisée Reclus

désirs pour des réalités

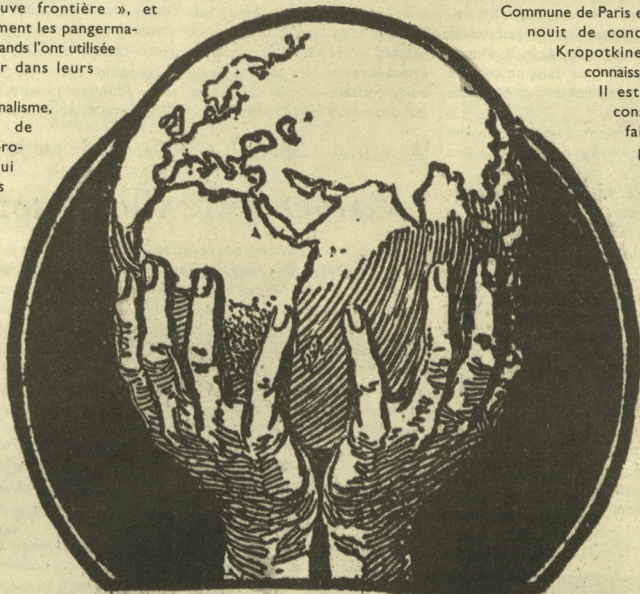
de leur causalité. Mais c'est aussi un fourre-tout qui véhicule des principes organicistes et naturalistes ambigus. La notion holistique de « communauté organique » peut ainsi trouver de dangereuses applications sur le terrain socio-politique (ségrégation ethnique, division de la classe ouvrière, conservatisme naturel et social...). En fait, l'analyse reclusienne qui mélange histoire, sociologie (ces deux termes étant utilisés par Reclus), anthropologie ou géopolitique (ceux-là ne le sont pas), est bien « synthétique », comme le remarquent les géographes Marie-Claire Robic ou David Stoddart, ou encore « globale », comme l'écrit Béatrice Giblin avec une légitime prudence (10). La qualification d'« holistique », comme le fait John Clark, est donc inutile ou abusif, et revient à brouiller les pistes en employant anachroniquement un vocabulaire à la fois connoté et discuté.

Quant au biorégionalisme, John Clark atteint probablement le summum de la confusion et de l'incompréhension, non seulement de l'œuvre de Reclus mais aussi de certaines notions a priori connues, quand il parle des « frontières naturelles ». Pour Clark, en effet, « s'il n'est pas étonnant que Reclus soit hostile aux créations territoriales de l'Etat, il est surprenant qu'il ait rejeté la notion significative de frontières « naturelles », concept fondamental d'un point de vue biorégional » (p. 80).

La position de Reclus n'est absolument pas surprenante mais tout à fait claire. La nature étant en définitive un milieu changeant, la population un espace mouvant, les frontières sont donc des obstacles totalement artificiels. C'est d'ailleurs à partir de la question du peuplement, et donc de la liberté de circuler et d'habiter librement, que Reclus aborde la question des frontières y compris « naturelles », et qu'il en dresse un féroce réquisitoire dans « L'Homme et la Terre ». Selon lui, « toutes ces frontières ne sont que des lignes artificielles imposées par la violence, la guerre, l'astuce des rois et sanctionnées par la couardise des peuples. [...] Quant aux frontières dites naturelles, celles qui reposent sur le relief du sol, on les comprend à la rigueur : mais même elles n'ont pas plus que les précédentes le droit de former obstacle entre les populations, et n'ont pas non plus le droit de servir de fondement à l'organisation de la société. Il n'y a pas de frontière naturelle ; l'océan même ne sépare plus les pays » (11).

Comme tant d'autres, John Clark joue ici dangereusement avec le feu. Sait-il, oublie-t-il que la notion de « frontières naturelles » héritées du XVIII^e siècle fut une machine de guerre qui servit aux jacobins français, à Danton puis à Napoléon pour justifier leur avancée jusqu'au Rhin, « fleuve frontière », et qu'inversement les pangermanistes allemands l'ont utilisée à leur tour dans leurs conquêtes ?

Le biorégionalisme, variante de l'écologie profonde, qui prône les « frontières naturelles » n'est qu'une



**L'HOMME EST LA NATURE
PRENANT CONSCIENCE D'ELLE-MÊME**

nouvelle fumisterie propice à de nouvelles guerres... Après un demi-siècle de carnages pour la « ligne bleue des Vosges » ou le lebensraum des Sudètes, voir les efforts de générations de géographes, de sociologues ou d'anthropologues qui ont pris conscience de ce danger et l'ont dénoncé, menacés par des tartuferies pseudo-scientifiques, cela laisse rêver... et rageur. John Clark tente enfin une autre récupération de Reclus en extrapolant sur son sentiment de la nature qui est marqué par une forte religiosité. Mais Reclus, scientifique et anarchiste, critique la religion, toutes les religions. Cela n'empêche pas John Clark, qui n'a décidément peur de rien, d'affirmer (p. 65) : « Peut-être Reclus voit-il les affinités entre sa propre critique de la propriété et de la domination, sa croyance en l'amour universel, et les enseignements bouddhistes fondamentaux de renoncement et de compassion ». Nous avons vu, en effet, comment la propriété et la domination avaient disparu des pays qui se sont convertis au bouddhisme !

John Clark, toujours en verve, omet bien entendu de citer tout ce qui pourrait desservir le supposé crypto-bouddhisme de Reclus. Ainsi cette anecdote rapportée par Han Ryner : « Gardons-nous de pousser Elisée Reclus plus loin qu'il ne veut aller, jusqu'au point où nous allons nous-même. Un correspondant tolstoïen lui rappelle la légende de Bouddha se laissant manger pour apaiser la faim d'un malheureux tigre. « Je comprends cet apologue, répond-il. Mais les bouddhistes ne nous racontent pas si, voyant un jour un tigre se précipiter sur un enfant pour le dévorer, il laissa faire aussi. Pour moi, je crois que, ce jour-là, Bouddha tua le tigre » » (12). Ou encore cette phrase d'Elisée Reclus dans une autre lettre adressée à Heath en 1884 : « Voyez ce que les bouddhistes ont fait du Bouddha, ce que les chrétiens ont fait du Christ, à supposer que l'un et l'autre aient vécu, ce qui importe peu d'ailleurs, car l'un et l'autre ne sont pour nous que « des voix » ».

La pensée de Reclus n'est pas figée, elle a évidemment bougé, aussi bien dans l'anarchisme que dans la géographie. On note ainsi pour sa géographie une évolution sensible sur des thèmes comme le déterminisme, le possibilisme ou la colonisation. Quant à son anarchisme, il ne peut que se modifier car l'anarchisme lui-même est à son époque en pleine définition. De même que le Bakounine de Dresde en 1848, préoccupé de luttes nationales, est encore loin du fédéraliste libertaire de la première Internationale en 1870, l'anarchisme de Reclus se construit à partir de 1850, se renforce après sa rencontre avec Bakounine en 1864, se précise avec la Commune de Paris en 1871 puis s'épanouit de concert avec Pierre Kropotkine dont il fait la connaissance en 1877.

Il est donc risqué de considérer, comme le fait John Clark, les premiers textes de Reclus – comme le « Voyage à la Sierra Nevada de Sainte-Marthe »

de 1858 ou le « Fragment d'un voyage à la Nouvelle-Orléans » de 1860 – comme des écrits fondamentalement anarchistes. Certes, dans son fameux

texte de Montauban sur le « Développement de la liberté dans le Monde » daté de 1851, Reclus exprime des positions anarchistes, et il utilise même le mot « anarchie » dans une expression devenue fameuse, « l'anarchie, la plus haute expression de l'ordre ». Max Nettlau relève d'ailleurs à ce propos que Reclus est un précurseur dans l'emploi positif du mot anarchie, alors même que Proudhon qui l'avait lancé en 1840 ne l'utilise peu, ou de façon contradictoire (13). Mais précisément pour cette raison, il importe de souligner que l'anarchisme restait encore mal défini théoriquement et organisationnellement en 1851, chez Reclus comme ailleurs.

Bien entendu, John Clark, beaucoup plus à l'aise avec le végétarisme qu'avec la situation économique du prolétariat, ose à peine mentionner qu'Elisée Reclus se réfère explicitement à la lutte des classes... Cette lutte que l'on retrouve partout « avec l'infinie diversité que déterminent les sites, les climats et l'écheveau de plus en plus entremêlé des évènements » (14). Dans ses écrits, Reclus fait très souvent allusion à la division du « corps social » en deux entités opposées. Ce constat l'éloigne, une fois encore, de la grande majorité des écologistes contemporains, pour ne pas dire la quasi totalité, à mesure que les partis verts s'intègrent dans l'appareil d'Etat, et pour qui la lutte des classes paraît décidément trop ringarde. Bref, nous pouvons remercier le ACL de nous avoir une fois de plus indiqué l'état de décomposition avancée de certaines positions américaines.

Philippe Pelletier

- (1) Clark John P. (1996) : La pensée sociale d'Elisée Reclus géographe anarchiste. Lyon, ACL, 146 p.
- (2) Pour une critique et une approche d'ensemble, se référer à une contribution du prochain numéro de la revue *Itinéraire* consacré à Elisée Reclus.
- (3) « La Terre », tome II, p. 748.
- (4) « L'Homme et la Terre », tome VI, chapitre VII, « L'Etat moderne », p. 480 (réédition Fayard).
- (5) Une position socialiste à dire vrai classique (cf Proudhon, Marx, etc.) : « L'Homme & la Terre », conclusion du Tome V, livre IV, chapitre I.
- (6) « La Terre », tome II, p. 622.
- (7) « L'Homme & la Terre », t. I, p. 112.
- (8) Bookchin Murray (1992) : « The population myth ». Kick it over, n° 29, summer, p. 20-27.
- (9) Commentant le sombre mais juste pronostic de Bakounine sur « le gouvernement des savants », Elisée Reclus, avec Carlo Cafiero, mettait excellemment les choses au point : « D'avance, ne pourrions-nous pas au contraire prévoir chez ces nouveaux maîtres [prétendus savants] les mêmes folies et les mêmes crimes que chez les maîtres d'autrefois et ceux du temps présent ? D'abord, la science n'est pas : elle se fait. Le savant du jour n'est que l'ignorant du lendemain ». Reclus Elisée & Cafiero Carlo (1882) : Avertissement de la première édition de « Dieu et l'Etat » de Michel Bakounine. Fresnes-Antony, Volonté Anarchiste, n° 38-39, 1992, p. 5.
- (10) « Global et non 'holistic' » dans la notice biographique sur Reclus publiée en anglais par Béatrice Giblin dans « Geographers – bibliographical studies » (Freeman & Pinchemel eds.), vol. 3, p. 125-132, p. 128.
- (11) Compte-rendu du discours d'Elisée Reclus au Congrès de la paix, en 1868, rapporté par Max Nettlau et cité par Paul Reclus. Reclus Paul (1939) : Biographie d'Elisée Reclus. Rééditée in (1964) : Les frères Elie et Elisée Reclus – ou du Protestantisme à l'Anarchisme. Paris, Les Amis d'Elisée Reclus, 212 p., p. 56-57.
- (12) Ryner Han (1928) : « Elisée Reclus et le problème de la violence ». Le Semeur, op. cit. infra, p. 16. Le « correspondant tolstoïen » est Heath, l'extrait de la lettre de Reclus 1893 est également cité par Paul Reclus (op. cit. p. 151).
- (13) Nettlau Max (1928) : « Elisée Reclus, ses idées et son œuvre », in Science... et conscience, Elie et Elisée Reclus. Édition du Semeur, p. 28. Ou encore : (1986) : Histoire de l'anarchie. Paris, Artefact, 306 p., 79-80.
- (14) Préface de « L'Homme et la Terre ».

IV^e congrès de SUD-PTT

La rénovation du syndicalisme en suspens suite de la première page

novembre-décembre 1995 ? Antilibéralisme ou anticapitalisme ?), la situation aux PTT (la réduction du temps de travail, la lutte à poursuivre contre la privatisation de France Télécom, la privatisation rampante de la Poste), le débat sur le renouveau du syndicalisme (pourquoi l'unité d'action n'a-t-elle pas progressé, la dialectique mobilisation-propositions, la liaison privé-public, l'Europe) le service public (monopole, statut des personnels, les inégalités de situation face aux services public, le rôle des technocrates et la notion de service public européen), les problèmes de représentativité liés au vote de la loi Perben (instituant dans le public la notion de présomption de représentativité pour les cinq confédérations plus l'UNSA).

Une alternative

En faisant le bilan d'activité, Annick (secrétaire fédérale) posa la question de savoir si SUD avait su ne pas s'institutionnaliser par la formule « avons-nous atteint l'âge de raison sans devenir raisonnable ? ». Comment mettre en œuvre réellement un syndicalisme de transformation sociale ? Par rapport aux annonces de la fin de la lutte des classes, SUD répond par la multiplication des conflits sociaux, aussi bien les routiers, novembre-décembre 1995, que tous les mouvements des sans-droits. Par rapport à l'instauration du nouvel ordre

mondial, SUD a su être présent aux côtés des luttes du Chiapas, du mouvement des sans terre, à Tuzla en ex-Yougoslavie... Plus que jamais, se fait jour le besoin d'une alternative forte pour le XXI^e siècle.

Il s'agit de construire un nouveau pôle syndical autour de la FSU, SUD-PTT, le groupe des Dix et de la CFDT en lutte. Tout en constatant et en regrettant que, majoritairement, l'opposition CFDT a décidé de rester pour mener un combat interne. Sud constate qu'à la proposition de la FSU de créer un carrefour des luttes, seul le groupe des Dix a répondu favorablement. Le groupe des Dix a vocation à s'élargir en intégrant les nouveaux Sud qui se créent (Rail, Santé-sociaux, Education, Douanes, Collectivités locales, ANPE, AFPA, Rural, Métaux, Chimie, etc.). Il y a malgré tout une crainte de « sudisation » du groupe des Dix chez un certain nombre de syndicats marqués plus que d'autres par leur autonomie.

Les ruptures avec la CFDT sont limitées mais diversifiées, par exemple entre la fédération Sud-Rail et Sud-CCF (quelques adhérents). Il y a une aspiration forte à rénover le syndicalisme, même dans le privé. Mais Sud ne s'affirme pas comme « la » réponse. En effet, la voie de la rénovation du syndicalisme sera longue et il ne s'agit pas de calquer à côté le schéma des autres confédérations.

Un débat eut lieu autour d'un tract de Sud-RATP (militants issus de FO

et la CGT) aux relents sécuritaires. Il fut demandé qu'un travail soit fait entre Sud-RATP, Sud-Rail et Sud-PTT sur les réponses alternatives à apporter aux problèmes de violence dans le service public pour éviter justement ces réponses de type sécuritaire.

FO et la CFDT ont rédigé une lettre commune, soutenue par le RPR et l'UDF, pour demander au ministre Perben une nouvelle représentativité dans la Fonction publique. C'est en amendant le texte de la loi sur la lutte contre la précarité dans la Fonction publique, que ce texte scélérat fut passé. Il prévoit la présomption de représentativité pour les cinq confédérations et l'UNSA, sinon il faudra 10 % dans les trois Fonctions publiques et 2 % dans chacune d'elles. Au principe d'exclure le FN de ces élections, il exclut la FSU, les syndicats du groupe des Dix et surtout les nouveaux Sud qui voudraient se créer, de toute possibilité de se présenter aux élections professionnelles. Au Conseil supérieur de la Fonction publique, seules la CGT et la FSU se sont exprimées contre.

Le point fonctionnel aborda la création de régions. La création de régions représentatives au congrès fut rejetée au nom du refus de la multiplication des structures intermédiaires. Le congrès reste le lieu de regroupement direct des syndicats. La place des femmes au bureau fédéral fut abordée autour du débat sur les quotas. Un tiers des places est

réservé aux femmes, comme un tiers des places est réservé à la province. Cette position est reconnue comme non idéale, mais plutôt comme un signe volontariste de prise en compte, au moins transitoire. Concernant la durée des mandats. Le texte initial fut adopté c'est-à-dire neuf ans dans les structures fédérales et, en tout, douze ans maximum dans l'ensemble des structures Sud-PTT. Le principe de révocation, à tout moment, a été étendu à tous les permanents fédéraux. De plus chaque adhérent peut demander à connaître les votes de sa délégation syndicale au congrès.

Les axes d'intervention de Sud aux PTT

C'est tout d'abord la défense du service public et de l'égalité des usagers. Sud devra se battre pour la réduction du temps de travail, c'est un combat pour l'obtention d'une loi-cadre « 32 heures maximum » sans perte de salaire et avec emploi correspondants. Un débat eut lieu pour dissocier réduction du temps de travail et création d'emplois, certains jugeant que le combat pour la réduction du temps de travail étaient un combat de toujours pour la classe ouvrière, il n'avait pas besoin d'être associé aux créations d'emploi apparaissant comme justificatifs.

Sud réaffirme son attachement au statut du personnel, statut fonction publique pour tous les agents, en commentant l'instauration du double statut (fonctionnement et droit privé sans convention collective) et les reclassés (anciens grades).

Face à la séparation des deux exploitants, Sud défend l'un, social unitaire pour tous les agents des PTT. Il dénonce les dirigeants de la mutuelle des PTT (qui ont soutenu le plan Juppé) et ont instauré un système de trois couvertures à trois vitesses, indépendant des revenus et amenant revenus les plus modestes à une cotisation moins chère avec une diminution de la couverture.

Sud continuera à se battre pour obtenir l'abrogation de la loi de privatisation de France Télécom. A la poste, il s'agit de s'opposer à une privatisation rampante et à la transformation du réseau vers le tout commercial, et projet de bancarisation des Services financiers, le découpage du courrier et de la messagerie en clientèles. La Poste n'hésite pas à créer des centres de tri privés, comme à Ozoir-la Ferrière ou à Cestas (Gironde).

Des débats généraux

Au cours d'échanges de vue sur l'interprofessionnel, le sociologue René Mouriaux proposa aux intervenants quatre axes de réflexions. Pourquoi le mouvement de décembre 1995, unitaire à la base était-il divisé au sommet ? Quels sont les freins et comment progresser ? La division est la première cause de désyndicalisation, elle est source de faiblesse et de désespérance. Ce mouvement a manqué de propositions. Les Etats généraux du mouvement social sont à la fois marginaux et internes au mouvement social et syndical. Le « tous ensemble » ne s'est pas réalisé. On a l'impression d'un recul avec des mouvements nombreux mais morcelés en 1996. Si décembre 1995 a eu un écho mondial, il n'y a pas eu de liaison. Au niveau européen, la Confédération européenne des syndicats (CES) a été contre le mouvement car la CFDT était contre !

Enfin, Sud continue à se définir pour une transformation sociale anticapitaliste et réaffirme, avant tout, la nécessité de s'allier avec tous ceux qui veulent combattre les effets désastreux du libéralisme à la condition d'avoir un accord sur des revendications communes. Sud refuse un syndicalisme sectaire qui mettrait en avant des préalables idéologiques et se refuse à apparaître comme un représentant d'une organisation d'extrême gauche.

Philippe Arnaud, Groupe Emma Goldman, Bordeaux

Protocole d'expérimentation

UN DE NOS CAMARADES ayant plusieurs raisons de penser avoir découvert le moyen de réaliser la fusion froide dite de l'hydrogène rencontre de grandes difficultés à percer le mur du silence qui entoure ce type de travaux. Il a déposé un brevet qui est en instance d'être internationalisé. Le texte du brevet d'origine déposé en Suisse sera accessible par tous dans quelques semaines. Ce camarade insiste sur le fait qu'il s'agit bien de la fusion de l'hydrogène car il n'y a rien d'autre dans l'appareil quand la réaction a lieu. De plus, après que le courant de démarrage (moins de 3000 volts) est coupé, la réaction continue. Ce n'est pas par hasard que notre camarade a obtenu ces résultats car il a travaillé vingt ans sur une théorie originale qui pourrait remettre en question la manière dont on imagine l'atome. Cette théorie n'a jamais été publiée. Pourtant, un académicien sur le conseil d'un collègue de travail, professeur à l'Institut d'optique et directeur de recherches au CNRS, l'a apportée à l'Académie des Sciences pour la faire publier. La thèse, sans doute dérangeante, a reçu un mauvais accueil et notre académicien a renoncé à la promouvoir.

Le camarade possède tout le matériel nécessaire à la démonstration de son invention sur laquelle il a travaillé douze ans, dès son départ en retraite. En raison du rayonnement extrêmement pénétrant émis par la réaction, il a été contraint de cesser ces expériences. Il a été blessé par les rayons gamma qu'il détecte à l'aide d'un photomultiplicateur. Il a également observé un effet extraordinaire sur lui-même dans le traitement du cancer de la peau. Ce camarade a travaillé vingt ans au Commissariat à l'énergie atomique à Saclay et à

Fontenay-aux-Roses. Il a terminé sa carrière comme technicien principal mais il avait quand même pour diplômes les certificats du Conservatoire national des arts et métiers de chimie générale ; physique générale ; électrochimie ; mathématiques générales ainsi qu'un diplôme d'informatique dans une autre école. Il a travaillé successivement au CEA dans des laboratoires de chimie des solides, de minéralogie, de rayons X, d'étude de mines d'uranium et pour finir dans un service d'études de clichés de chambre à bulles. Il est peut-être suffisamment qualifié.

Il cherche maintenant un lieu adéquat pour une démonstration publique de son expérience. Ce lieu devra être :

- dans une propriété privée, ou publique si toutes les autorisations sont obtenues ;
- sous terre ou dans une caverne ou un bunker ;
- sec ;
- fermé ;
- accessible en automobile ;
- disponible pour quatre mois environ ;
- éventuellement relié au secteur électrique (5 kW suffisent largement).

Rappelons que cette réalisation, si elle se confirme, aura une importance considérable pour lutter contre l'effet de serre et les pollutions nucléaires. En effet, la fusion de deux atomes d'hydrogène produit seulement un atome de deutérium qui n'est pas radioactif. Quant au rayonnement de photons gamma, s'il peut gêner un chercheur isolé, ne posera pas de véritables problèmes dans un système de production industrielle.

A. Vasseur

abonnez-vous ! abonnez-

A LA PETITE SEMAINE

Gardez votre ville propre !

Ce qu'il y a d'ennuyeux avec les morts de froid du petit matin hivernal, outre qu'ils ne jouent pas correctement le jeu du spectacle humanitaire présentable sur petit écran, c'est qu'ils gênent les motos-crotes sur les trottoirs.

Les déjections canines urbaines étant infiniment plus nombreuses que les laissés-pour-compte grelottants, nos élus, toujours axés sur l'essentiel, ont massivement investi dans ces verts appareillages afin que nous puissions marcher la tête haute dans un tel environnement publicitaire et de gaz d'échappement. Il serait désolant, reconnaissons-le, que cette salubre activité soit enrayée ou ralentie durant la saison froide par les corps sans vie de quelques paumés ayant refusé la main tendue d'une société généreuse.

Aussi convient-il d'agir. Et vite, car le froid s'intensifie.

De sages édiles, ayant compris que l'important n'est pas de régler les problèmes mais d'en cacher les effets les plus visiblement navrants, ont su montrer la voie l'été dernier en refoulant mendiants et autres parasites non producteurs loin des centres-villes. Pourquoi ne pas ramasser les sans-logis et leurs abris en carton-pâte, au crépuscule, en les priant fermement d'aller crever sagement en périphérie ?

En attendant de trouver semblable solution pour ce qui continuera de faire tache au printemps et à l'automne, nous pourrions dans la froideur aller faire pisser le chien l'esprit en paix, dans un décor aseptisé, le cœur au chaud à la vue de Médor enveloppé dans sa petite laine.

Floréal

TÉLÉ

Télescopage : l'effet K

LA SOIRÉE DU MERCREDI 4 décembre sur ARTE a démontré, une fois de plus, l'existence de l'effet K à la télévision. K comme Koulechov, bien évidemment! Grâce à sa célèbre expérience, Lev Vladimirovitch Koulechov a démontré, dès les années vingt, que le montage au cinéma produit du sens propre, qui n'est pas contenu dans les plans montés. A la télévision, la programmation constitue un flux audiovisuel continu qui juxtapose des émissions. Or, celles-ci n'ont pas été pensées en fonction de cette proximité et dès lors, ces émissions peuvent prendre une signification différente à chaque programmation spécifique.

Mercredi 4 décembre, la soirée était organisée de manière classique : elle débutait par le 8 1/2, le journal de la chaîne; était suivi - en prime time - par un nouveau numéro des « Mercredis de l'histoire » présenté par Alexandre Adler et s'achevait par « Musica » comme à l'accoutumée. Nulle innovation donc, un mercredi comme les autres sur Arte!

Un présent horrible

Le journal du 4 décembre était, actualité oblige, largement consacré au traitement de l'attentat perpétré dans le RER à la station Port-Royal. Même si la chaîne franco-allemande fuit l'exploitation éhontée de l'événement pratiquée par les autres chaînes, l'horreur de l'attentat terroriste était tangible. Pour les « Mercredis de l'histoire », Alexandre Adler avait opportunément choisi de revenir sur une des pages sombres du franquisme, à partir d'un documentaire sur l'exécution de deux anarchistes espagnols, Francisco Granados Gata et Joaquim Delgado Martinez, le 17 août 1963 pour un attentat qu'ils n'avaient pas commis. Enfin « Musica » honorait Joaquim Rodrigo, en programmant un documentaire sur son anniversaire et son célèbre concerto d'Aranjuez.

Produit par Arte et réalisé par Lala Goma et Xavier Montanya, *Un crime légal*, au titre explicite, retrace avec précision la cascade des événements qui a conduit Granados et Delgado à être garrottés. Devant cette démonstration accablante, le spectateur sent son sang se glacer pour peu qu'il éprouve un minimum de sympathie pour la lutte antifranquiste. Il y a à peine trente ans, en plein mois d'août, alors que les plages espagnoles étaient envahies de touristes avides de soleil bon marché, des jeunes gens choisissaient d'aller combattre la tyrannie des armes à la main. Deux bombes explosèrent le 29 juillet 1963 en plein Madrid; les anarchistes sont arrêtés, jugés et exécutés en moins de trois semaines. L'enchaînement des faits qui conduisit au garrot les deux jeunes hommes, combine à la fois la détermination sans faille et la puissance d'un appareil d'Etat et une série de fautes impardonnables de la part des responsables politiques qui ont envoyé deux commandos au même moment dans la même ville, sans coordination ni véritable préparation, ni moyen adapté (leur voiture tombe en panne, et Granados et Delgado doivent attendre l'argent nécessaire à la réparation!).

Le commentaire n'est pas d'une grande clarté sur les erreurs du mouvement libertaire et passe vite sur les victimes. Mais le véritable auteur de l'attentat explique embarrassé qu'il avait programmé la bombe pour qu'elle explose la nuit afin d'éviter justement de blesser des innocents. Visiblement, il ne s'est pas pardonné le mauvais fonctionnement de l'engin. Son camarade exprime plus ouvertement sa douleur et son chagrin de porter une part de responsabilité dans la mort de ses deux camarades.

C'est là que la proximité de l'actualité qui, à travers le rendu du journal télévisé, se focalise sur la souffrance des victimes, contraint à regarder différemment l'action des poseurs de bombe de 1963 même s'ils n'ont rien de commun avec ceux d'aujourd'hui. Car la lutte contre Franco demeure légitime (Qui condamnerait le tyrannique?) et il convient de le réaffirmer contre les révisions en cours qui tendent à attribuer au « Caudillo » les mérites de la modernisation de l'Espagne. Cependant, les moyens mis en œuvre doivent être toujours interrogés et étroitement subordonnés à la finalité de la lutte afin d'éviter les dérives « militaires » qui ont touché toutes les luttes armées. Dans

Un crime légal, il est heureux et réconfortant de voir tous les témoignages des survivants démontrer magistralement que les anarchistes espagnols n'ont pas succombé à la logique des armes et à leur fascination. Si, dans l'Espagne de 1963, la lutte était juste, ses modalités pratiques ont été cruelles et assumées douloureusement. Aujourd'hui, il n'y a pas un mot de la part des acteurs pour revendiquer la part sanglante de leurs actes. L'expérience concrète démontre clairement qu'il est toujours plus facile de défendre le rôle de la violence dans l'histoire de la terrasse du Café de Flore que sur le terrain des luttes.

Un passé terrible

Engendré par l'effet K, ce questionnement s'avère vraiment fécond car on ne devrait jamais en avoir vraiment fini avec la réflexion sur la violence et son rôle dans l'Histoire tant elle tend à hypothéquer irrémédiablement l'avenir.

Un crime légal permet, par ailleurs, d'éclaircir le fonctionnement répressif de l'Etat fasciste. La police d'un tel Etat ne saurait être prise en défaut : il est donc nécessaire qu'elle arrête les coupables promptement; la justice d'un Etat totalitaire doit châtier au plus vite ces coupables qui ont osé défier sa toute puissance. Ces deux nécessités ont dicté la conduite de l'appareil d'Etat du franquisme pendant tout son règne et ont broyé les os de tous ceux qui se sont opposés à Franco. Granados et Delgado tombèrent dans le piège infernal. Les témoignages des bourreaux et des deux représentants de l'appareil répressif (le procureur du tribunal militaire et un haut fonctionnaire de la police) sont accablants de bonne conscience.

Si les anarchistes disent leur souffrance plus de trente ans après, les véritables responsables de l'exécution sommaire de

Granados et Delgado n'expliquent pas une once de regret. Êtres rustres, les bourreaux plaisaient en évoquant les derniers moments des condamnés protestant de leur innocence.

Un crime légal atteint là un sommet de l'horreur que peu de films ont égalé. Quant aux hauts fonctionnaires qui portent la véritable charge de ce crime légal, ils sont biens élevés, souriants et affables; la légitimité du recours à la violence est chez eux tellement intériorisée que son exercice ne saurait être l'objet de question. Tout sépare ces hommes à la conscience tranquille des anarchistes qui témoignent dans le film; ils ne font pas partie du même monde, rien ne peut les confondre et c'est bien ainsi; leur morale et la nôtre en d'autres termes!

Le raisonnement du représentant de la police franquiste, petit homme rond et jovial, exprime bien la logique de la raison d'Etat : la procédure implacable mise en place était destinée à sauvegarder l'Etat; l'Etat a été préservé, la procédure était donc pertinente. Quant au juge militaire, il se déclare prêt à collaborer à une demande de révision mais se refuse à remettre en cause le bon déroulement juridique du procès. Dans une sorte de lapsus, il nous dit que le droit et la justice ne vont pas forcément de pair... Grâce à ce documentaire, le spectateur constate que, dans l'Espagne d'aujourd'hui, les anciens dirigeants, paisiblement installés dans le confort de leurs intérieurs, n'ont pas été inquiétés ni même simplement interrogés à propos de leurs actions sous le franquisme. A aucun moment, ils n'ont eu à se justifier. En Espagne comme dans les anciennes dictatures (Chili, Argentine, etc.), la continuité de l'Etat et la paix sociale ont été préférées à la justice la plus élémentaire. La politique ne laisse guère d'espace à la justice. Ce n'est pas Monsieur Papon qui s'inscrirait en faux contre une telle affirmation!

Fin de l'émission et ouverture sur « Musica ».

Un doute affreux

Le compositeur du concerto de Aranjuez, Joaquim Rodrigo est un vieillard de quatre-vingt quinze ans très sympathique fêté par tout l'establishment de l'Espagne d'aujourd'hui qui le considère, à la manière des Japonais, comme un trésor vivant. Mais, le documentaire des « Mercredis de l'histoire » pesait de tout son poids sur ces images heureuses d'une Espagne se congratulant elle-même à travers une de ses enfants prodiges. Une question paraissait toute l'émission : trente ans auparavant, quelles étaient les fonctions de toutes ces personnes qui, visiblement, appartiennent à la meilleure société espagnole? Quel degré de complicité ont-elles avec les crimes légaux commis au nom de la défense de leurs intérêts? Même l'artiste honoré ne peut échapper à l'interpellation. Lorsque le travail de mémoire n'a pas été accompli, toute commémoration se trouve discréditée car attachée de soupçon récurrent et irrépressible : que nous dissimule-t-on?

Mato-Topé

Calendrier 1997

La revue *Itinéraire une vie, une pensée*, vient de faire paraître un calendrier 1997.

Celui-ci est consacré à Elisee Reclus et précède la parution du numéro 14 de la revue prévu pour janvier 1997.

Prix du calendrier : 10 F.

En vente à la librairie du Monde libertaire.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

samedi 4 à 11 h 30 :

Chronique syndicale évoquera le problème des intermittents, avec les interviews de trois comédiens

samedi 4 à 13 h :

Chronique rebelle sera consacrée au documentaire « Demandeur d'asile » (arte le mardi 7) avec la réalisatrice et une avocate

samedi 4 à 23 h :

L'harmonie du monde sera consacrée au compositeur Malcom Arnold.

Colloque national : l'anarchisme, images et réalités.

Actes du colloque de Perpignan, 1^{er} au 4 novembre 1995

DU 1^{ER} AU 4 NOVEMBRE 1995 s'est tenu à Perpignan un colloque sous le titre : « Anarchisme - images et réalités » organisé par le groupe Paig-Antich de la Fédération anarchiste. Les actes de ce colloque sont aujourd'hui disponibles, et regroupent les différentes interventions qui y ont été faites, douze au total.

Ce colloque restera dans les mémoires de tous ceux et celles qui y participèrent, comme auditeurs ou comme intervenants et des débats, pour la parfaite organisation qui les a rendus possibles, et pour la chaleur des relations et des contacts qui ont marqué ces quelques jours de fraternité.

Le champ des interventions a été particulièrement intéressant, car il a couvert des domaines variés et complémentaires.

- Les définitions, l'histoire et la théorie : « Unité et diversité de l'anarchisme » par Hugues Lenoir ; « Le communisme anarchiste » par Yves Peyraud ; « anarcho-syndicalisme : archaïsme ou modernité ? » par René Berthier ;
- Les réflexions critiques sur les luttes et les problèmes d'aujourd'hui : « Les nouvelles donnes de la lutte » par Bernard Pensiot ; « Syndicalisme en rupture » par Hélène Hernandez ; « Critique de l'écologie et de l'antifascisme » par Philippe Pelletier ; « Pacifisme et antimili-

tarisme anarchiste » par Jérôme Varquez ; « Anarchisme et féminisme » par Hélène Hernandez ;

- L'idée libertaire, aujourd'hui et demain : « L'alternance dans la musique » par Fernando Bronchal ; « L'éducation libertaire d'hier et d'aujourd'hui » par Jean-Marc Raynaud ; « Education libertaire ; aujourd'hui... Bonaventure » par Bernard Lebeuf ; « Les mouvements libertaires ; utopies créatives » par Ronald Creagh.

Les textes du colloque de Perpignan, rassemblés dans cet ouvrage, constituent une excellente présentation du mouvement anarchiste ; ils présentent au public un éventail intéressant de sujets de réflexion. « Les événements sociaux qui ont agités l'Hexagone tout au long du mois de décembre 1995 sont venus rappeler à bon escient que les comportements, les poussées et les revendications à caractère anarchiste peuvent naître spontanément en réaction à des situations de blocage sociétair » dit très justement Edward Sarboni en introduction : « Ces comportements dépendent aussi, et cela est un fait indiscutable, de la présence des analyses de militants convaincus, ardents dans l'œuvre de prosélytisme. »

Ce livre prouve que la capacité de réflexion du mouvement libertaire n'est pas à démontrer.

R.B.

En vente à la librairie du Monde libertaire. 60 F

Le Monde libertaire doit-il disparaître ?

PAUVRE MONDE LIBERTAIRE, lui qui ne demandait qu'à pouvoir s'exprimer librement, voilà qu'en ce début d'année 1997 il va devoir se rendre par deux fois au Palais en la personne de son directeur de publication, André Devriendt.

Nous vous avions déjà entretenu des tracasseries judiciaires dont nous étions les victimes. Pour ceux d'entre vous qui auraient manqué les épisodes précédents, je vous dirai que Monsieur Le Pen, du Front national, et Monsieur Debré, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, ont décidé de porter plainte contre l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste.

Le premier se sentait menacé par un dessin humoristique; le dernier considérant qu'un billet d'humeur paru dans nos colonnes cumulait les délits - en l'espèce : injure, diffamation et incitation au meurtre.

Décidément, à en croire ces sensibles créatures, notre lectorat est composé d'impulsifs suicidaires et de meurtriers en attente d'inspiration qui attendraient du comité de rédaction qu'il lui désigne les cibles de ses prochaines opérations... Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de se sentir diffamé dans sa nature de lectrice ou de lecteur et de déposer plainte contre personnes.

Je n'en dirai pas plus sur ces tristes représentants de l'intolérance. D'une part, parce qu'il y n'y a guère de l'invective à l'insulte et que je ne désire pas dépasser la limite qui les sépare, ce dont je ne suis pas certain si je me laisse aller. D'autre part, ces gens sont trop méprisables pour que j'écrive ma plume à en croquer le ridicule et le réactionnaire.

En bref, le 21 janvier prochain, nous devons nous défendre contre les attaques

du ministre de l'Intérieur et, le 28 janvier, rassurer le blond dirigeant des troupes de la réaction et du racisme proclamé sur les risques que peuvent lui faire encourir les dessins humoristiques paraissant dans nos pages.

Dans un cas comme dans l'autre, nous risquons de voir *le Monde libertaire* disparaître... Pas interdit, bien sûr! Ces messieurs de robe ne sont pas assez idiots pour croire qu'il leur suffirait de nous ordonner de ne plus paraître pour que nous accédions à leurs désirs. Mais, ils pourraient nous mettre sur la paille... Je veux dire, plus que nous ne le sommes déjà, ce qui n'est pas peu dire, et que nous ne pourrions pas nous en remettre.

Même si je ne peux concevoir un univers dans lequel *le Monde libertaire* n'existerait plus sans sombrer dans la dépression nerveuse ou la forclusion psychotique, ce n'est après tout qu'un des outils dont disposent les anarchistes, il n'en reste pas moins que mon esprit répugne à abandonner une œuvre utile et constructive. J'espère qu'il en va de même pour vous qui nous lisez. Si ce n'était pas le cas, je n'aurais plus qu'à briser ma plume car je n'ai pas pour vocation de rédiger en vain.

Pour l'instant, je ne sais pas quelle forme prendra notre défense. Jouerons-nous l'argutie judiciaire des plaideurs? Embrumerons-nous le Palais de justice sous un nuage de boules puantes? Initiérons-nous enfin la révolution salvatrice qui renverra ces procéduriers dans un anonymat qu'ils n'auraient jamais dû quitter? Nous demanderons vous de manifester en masse pour nous soutenir? Renverserons-nous quelques marmittes pleines de sarcasmes sur les images de nos persécuteurs pour leur faire comprendre le ridicule de leurs menées?

Tout est à faire et je ne me risquerai pas à préjuger ici de la suite que nous donnerons à ces affaires. Si quelque lumière nous venait, nous vous en tiendrons informés dans ces pages. En attendant, et souhaitant pouvoir continuer longtemps à le faire, nous vous invitons à lire ces huit pages hebdomadaires et - si vous le voulez bien - à y apporter votre contribution.

Pour le Comité de rédaction
Alain L'Huissier



Le froid m'indiffère

Comme tous les ans, le froid a tué de pauvres gens et la presse de vouloir me faire pleurer sur la cruauté d'un climat que l'on dit tempéré. Même, un ministre arpenterait les rues de la capitale pour se rendre compte des méchancetés qu'inflige l'hiver aux pauvres.

Les assistants et assistantes sociaux, les keufs, les toubibs font aussi le trottoir et nous servent un discours minable qui me déchire les neurones. A les écouter, si des femmes et des hommes meurent de froid, c'est parce qu'ils le veulent... Ils refusent de les suivre dans des foyers d'accueil, ne se rendent pas compte du risque qu'ils prennent, sont trop désocialisés, etc.

Mais, nom d'un petit acrobate en buis, qu'est-ce qu'ils veulent nous faire croire? Et qu'est-ce qu'ils peuvent bien y comprendre?

Où quelqu'un qui est privé de maison, de nourriture, d'argent et de respect par une société où prédominent la publicité et le CAC40 trouverait-il quelque raison de faire confiance à ces curés de la normalité? Il a bon dos, l'hiver! Ce n'est pas lui qui tue ces gens! Ce qui les tue, c'est la dernière pub pour < auto-censuré > qui leur vente les mérites de < auto-censuré > et les incite à se couler dans un moule alors même que le moyen de le faire leur est refusé par ceux qui, comme par hasard, produisent ces fameux < auto-censuré >.

Alors, ne sachant plus ou sachant trop la vanité de leur état, noyés sous l'absurde et le mercantile ambiant, ils meurent... Un peut tôt ou trop tard, ce n'est qu'affaire de point de vue. Et, un point de vue, aujourd'hui, c'est l'angle de la caméra, la prise de vue qui aura l'heur du journal de 20 heures. Naguère, les premiers films étaient projetés par les forains et voulaient nous ouvrir au monde, aujourd'hui, ils le sont par des marchands de soupe qui voudraient nous enfermer dans nos studios... Et puis, si ces cadavres n'existaient pas, aurions-nous aussi peur de sortir de notre esclavage?

Moi, quand je croise la charogne d'un cloco, j'ai honte d'avoir la télé à la maison.

L'Atèle
e-mail : sablu@hotmail.com
http://geocities.com/Paris/7645
29 décembre 1996

Pour la libération de Sylvaine

LE MARDI 19 NOVEMBRE dernier, Sylvaine Grimompres, infirmière au CHR de Bordeaux, a été arrêtée pour avoir hébergé sa belle-sœur Marie, réfugiée basque, accompagnée de son ami, réfugié basque lui aussi.

Ouvrir sa porte à un réfugié, à fortiori un ami ou un proche, n'a jamais été et ne doit pas devenir un délit. Pour avoir simplement hébergé des proches, Sylvaine est inculpée « d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », et incarcérée en région parisienne, alors que ce délit punit la participation « à une association formée ou à une entente établie en vue de la préparation, concrétisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits punis de dix ans d'emprisonnement ».

Il s'agit d'une nouvelle mise en cause du droit d'asile et des libertés de tous les citoyens, sous le prétexte comode de la lutte contre le terrorisme, porte ouverte à tous les abus (GAL, Vigipirate...).

La détention de Sylvaine est manifestement abusive en elle-même au regard du simple geste de générosité et d'humanité qui lui est reproché. De plus après quasiment un mois d'incarcération, Sylvaine n'a toujours reçu aucun contact de l'extérieur, ni de ses amis, ni même de ses parents. Cette détention prolongée et les conditions d'isolement sont inadmissibles et portent atteinte à ses droits les plus élémentaires.

C'est pourquoi, nous membres du Comité de soutien aux inculpés du droit d'asile à Paris, en liaison avec le comité de soutien à Sylvaine Grimompres de Bordeaux, exigeons la libération immédiate de notre amie ainsi que l'arrêt total des poursuites intentées à son encontre.

CSIDA

Pour demander la libération de Sylvaine, écrire (par lettre ou télégramme) à Mme Laurence Le Vert, juge d'instruction, Tribunal de grande instance de Paris, 4, bd du Palais, 75001 Paris.

Pour tout soutien, écrire au comité de soutien aux inculpés du droit d'asile, c/o padi, B.P. 232, 75624 cedex 13.

Du sursis pour les réfractaires

TROIS MEMBRES du Collectif des cinq réfractaires viennent d'être jugés pour désertion et insoumission en temps de paix au TGI de Marseille, le 13 décembre.

Le jeudi 12, à la veille du procès, l'APOC installait malgré la pluie, une télé géante sur la place. Diverses informations furent ensuite diffusées par le biais d'une parade musicale et les interventions des théâtre X et Europhorum.

Durant ces deux jours, ce fut l'occasion pour l'APOC, pour les comités de soutien marseillais et toulousain, comme pour le collectif des cinq et le réseau d'information aux réfractaires d'engager spontanément un débat sur la place de l'armée, autrement plus ouvert et varié que celui qui a été proposé et aussitôt édulcoré par le gouvernement.

Une centaine de personnes était venue soutenir les réfractaires devant le tribunal. Un cordon de CRS bloqua l'entrée du TGI alors que l'audience était ouverte. Finalement, seule une vingtaine de personnes ont pu accéder à cette audience pourtant publique. Le président du TGI, Charlie Babou remplaçant exceptionnelle-

ment le juge Chavet qui d'habitude préside cette chambre. En effet, de nombreuses cartes postales et lettres de soutien furent envoyées pour ces trois procès. Les trois réfractaires comparurent ensemble tandis que Maître Chaudon, aidé à la préparation par Maître Vincenzini, plaidait seul la relaxe des trois prévenus. Ils ont pu s'exprimer assez longuement, mais les témoins, eux, ne furent pas cités.

Face à la défense, le président a souligné qu'il n'était pas là pour changer la société, mais pour juger des faits, ne s'engageant pas sur la question de la liberté de conscience. Le procureur, pour sa part, a requis une peine de dix mois avec sursis pour Lionel Raymond et une peine de trois mois avec sursis pour Renaud Rio et Matthieu Barbaroux. Il est à noter qu'à l'inverse de la peine requise les textes de loi prévoient une peine plus lourde pour les déserteurs (jusqu'à trois ans fermes) que pour les insoumis (jusqu'à un an ferme). Le jugement est en délibéré et sera rendu le 14 février 1997 à Marseille, quelques jours après le procès de Thomas Santini le 5 février à Toulouse.

APOC

AGENDA samedi 11 janvier

LILLE : Manifestation régionale à l'appel du Comité des sans-papiers à 15 heures place de la République.

dimanche 12 janvier

IVRY-SUR-SEINE (94) : L'association « Les amis de Louise Michel » avec les groupes Etoile noire et Elisée Reclus de la Fédération anarchiste vous invitent à participer à une rencontre-débat autour du mouvement de novembre-décembre 1995.

12 heures : dégustation de spécialités chiliennes (avec participation aux frais).

15 heures : projection du film « Chemins de traverse » (le conflit à la SNCF de novembre-décembre 1995)

16 h 30 : débat avec la participation de grévistes. Salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just.

mercredi 15 janvier

TOURS : Le GROC (Groupe radical d'objectrices et objecteurs de conscience) vous invite à une rencontre-bouffe (amener vos sandwiches!) à Utopia, 32, rue Carnot (près de la place Thiers), à 19h30.